

FRIEDGUT, Théodore H. et HAHN, Jeffrey W. (dirs.). *Local Power and Post-Soviet Politics*. Armonk, M. E. Sharpe, 1994, xv-292p.

Jean-Guy Lalande

Volume 27, numéro 1, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703592ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703592ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lalande, J.-G. (1996). Compte rendu de [FRIEDGUT, Théodore H. et HAHN, Jeffrey W. (dirs.). *Local Power and Post-Soviet Politics*. Armonk, M. E. Sharpe, 1994, xv-292p.] *Études internationales*, 27(1), 233–234.
<https://doi.org/10.7202/703592ar>

en Bretagne et, surtout, en Corse, celle-ci déjà dotée d'un statut spécial.

Mais la France de 1995 connaît aussi d'autres dualismes : économiques entre secteur technique ultra-moderne et secteurs, régions, individus en régression ; oppositions économique et culturelle entre Paris et la « France profonde ». Et, surtout, il faut bien l'admettre, une certaine animosité entre Français. Animosité due essentiellement aux privilèges. Ceux-ci, officiellement abolis depuis la fameuse nuit du 4 août 1789, n'ont guère tardé à réapparaître et à se multiplier. Les Français sont toujours opposés aux privilèges, mais à ceux des autres. Car, de nombreux auteurs l'ont fait remarquer, la France est une terre de privilèges, même si on les nomme maintenant « avantages acquis » : pour le releveur de compteurs de l'Électricité de France jusqu'aux PDG des grandes entreprises et les Hauts fonctionnaires, en passant par le personnel d'Air France.

Enfin, un excellent chapitre d'Ezra Suleiman le fait remarquer, la France est maintenant beaucoup plus une technocratie, une « Enarchie » qu'une démocratie. La Haute administration a envahi la classe politique et ne s'oublie pas. Un sous-titre est cruel, mais vrai : « From public service to self service ». Mais il serait injuste de mentionner l'appareil Enarque sans mentionner aussi les autres ; syndicats – Fédération de l'Éducation nationale dont les positions presque toujours « contre » empêchent toute réforme, les manifestations dans les rues paraissant plus efficaces que le suffrage universel.

Seul un évènement-choc pourrait modifier cet état de chose. Richard F. Kuisel cite, p. 46, Alain Duhamel : « Perhaps, he is right when he argues that the French need a new collective

project that will make them exemplary if they can no longer be exceptional ».

Il ne faudrait pas conclure de ces remarques que les auteurs ne sont que critiques envers la France. En fait, chez tous on sent une sympathie réelle, qui n'est pas incompatible avec la lucidité.

Cette sympathie, le sérieux et l'actualité de la documentation, l'excellente connaissance de l'Hexagone et de ses habitants, font que le livre de G. Flynn, d'une lecture quasi passionnante, est un « must » pour tous les spécialistes des affaires françaises et européennes. Et, en même temps, une source de réflexions, tant pour les amis de la France que pour les Français eux-mêmes.

Maurice PONCELET

Faculté d'administration
Université d'Ottawa, Canada

Local Power and Post-Soviet Politics.

FRIEDGUT, Theodore H. et
HAHN, Jeffrey W. (dirs.). Armonk,
M. E. Sharpe, 1994, xv-292p.

Pendant longtemps, les questions politiques à l'échelon local importèrent peu : les directives et les ordres, venant de Moscou, étaient exécutés par des fonctionnaires de carrière.

La disparition du parti communiste crée, toutefois, une nouvelle donne : de nouvelles élites politiques émergent et, inévitablement (les priorités n'étant plus les mêmes), de nouvelles relations, parfois conflictuelles, se développent entre le centre et la périphérie. Celle-ci se fait maintenant plus audacieuse (au niveau de l'élaboration des politiques, par exemple) parce qu'elle jouit, suite à la tenue d'élections libres, d'une réelle légitimité.

Si donc les acteurs ne sont plus totalement les mêmes, les problèmes, eux, demeurent et ils sont multiples. L'enthousiasme abonde, mais l'expérience administrative et les ressources financières manquent parfois cruellement – d'où les rivalités et les désaccords entre démocrates (partisans de la réforme) et ex-membres de la nomenklatura communiste (qui parviennent souvent, même sous un autre nom, à se maintenir au pouvoir) à propos du budget, de la privatisation du logement, des modalités de transition vers une économie de marché, de l'allocation des ressources (la viande, le gaz, le charbon, les diamants et l'or, par exemple) et des subsides aux régions plus défavorisées, pour ne nommer que les points les plus contentieux. La transition est d'autant plus difficile qu'elle s'opère dans un contexte caractérisé par la détérioration des équipements et les problèmes de santé et de pollution qui en découlent, par la présence en scène de fortes personnalités, par l'absence de partis politiques bien structurés et fonctionnels et par l'insuffisance d'une délimitation claire et précise entre pouvoirs exécutif et législatif. Finalement, le lobbying d'intérêts particuliers (les sec-teurs de la défense et de l'agriculture, par exemple) de même que le clivage entre la ville et la campagne enchevêtrent davantage l'écheveau de la vie politique.

Cette collection d'articles (douze au total) illustre, à l'aide d'études de cas – Leningrad/St. Petersburg, Yaroslav, Saratov, Volgograd, Omsk et Donetsk, durant les années 1990 à 1993 –, l'ampleur des défis qu'auront à résoudre les autorités russes dans un avenir immédiat : «local independence, like a genie released from its bottle, cannot be denied or reversed, short of reimposing a totalitarian regime»

(p. 278), soutient Jeffrey W. Hahn. Selon certains auteurs, l'alternative pourrait bien être l'éclatement de la fédération russe ... d'autant plus que l'apprentissage des nouvelles règles du jeu politique ne s'opère pas «in some ivory tower but in conditions of pressure and instability exacerbated by economic hardships and ethnic tensions» (p. 10).

J. Guy LALANDE

Département d'histoire
St. Francis Xavier University, Nouvelle-Écosse

Global Voices. Dialogues in International Relations.

ROSENAU, James N. (dir.). Boulder (Co.), Westview Press, 1993, 171p.

Quiconque a enseigné les théories des relations internationales a été aux prises avec la difficulté de garder les étudiants assez stimulés pour passer au travers des textes et des articles arides qui engourdissent parfois les esprits et qui prétendent donner un portrait exact de la diversité et de la cohérence à cette matière. Qui n'a pas souhaité pouvoir présenter simplement les partisans de chaque théorie et les inviter dans sa classe afin qu'ils s'expriment eux-mêmes et défendent leurs thèses ? Et que dire de pouvoir regrouper toutes ces personnes et approches dans une seule classe qui donnerait lieu à une conservation interactive ordonnée ? Proposé par un groupe d'universitaires qui partagent probablement ces rêves, le livre *Global Voices* nous offre la possibilité de le faire.

Présenté dans la forme originale d'une pièce de théâtre avec un prologue, cinq actes et un épilogue, le texte offre une suite de dialogues ; les voix ou les acteurs surgissent tout au long du texte, même s'ils se trouvent dans des scènes écrites par des écoles opposées. Les théo-